

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Indications géographiques : L'OAPI continue la promotion

La deuxième édition de la formation africaine sur les indications géographiques s'est achevée le 19 Mai dernier par la remise des parchemins à la vingtaine d'auditeurs formés. La cérémonie était présidée par Denis BOHOUSOU, Directeur Général de l'organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) avec à ses côtés une responsable de l'Agence Française de développement (AFD) partenaire.

Les auditeurs venaient d'une dizaine de pays, tous étaient membres de l'organisation. Ils ont donc eu des outils sur les questions relatives à la promotion des indications géographiques, la familiarisation avec le concept d'indicateur géographique, l'identification des produits éligibles à la démarche indications géographiques, la gouvernance et la mobilisation des acteurs en groupement porteur d'indications géographiques, etc « l'AFD a mis en place une coopération de longue date avec l'OAPI.

C'est un partenariat fort qui a pour but d'appuyer la promotion des produits du terroir pour les producteurs avec les indications géographiques comme outil de développement territorial dans les pays et Etats membres de l'OAPI. Pour le directeur général de l'OAPI, cette formation est importante dans le sens où elle va créer de la valeur ajoutée pour les produits agricoles. Ces personnes qualifiées pourront donc encadrer les paysans sur le terrain.

Cameroon Tribune du 23 Mai 2022, p.27.

FINANCE

Emprunt Obligataire : Le Cameroun optimiste

Lundi 23 Mai dernier en fin de journée, le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, a bouclé par Yaoundé la tournée organisée dans les pays de la CEMAC depuis le 16 Mai. Il était question de présenter aux potentiels investisseurs, institutionnels et privés, les contours, enjeux et atouts de l'emprunt obligataire 2022 - 2029 par appel public à l'épargne (ECMR6, 25% Net 2022 - 2029) que le Cameroun a lancé sur le marché financier de la sous-région.

Montant de l'enveloppe ciblée, 200 milliards de FCFA remboursable en sept ans avec un différé de deux ans, pour un taux d'intérêt de 6,25%.

Ce taux d'intérêt très alléchant, au-dessus de la moyenne de 5,5% que le Cameroun a jusqu'ici proposé lors des cinq précédents emprunts obligataires, est l'une des motivations qui attirent les souscripteurs. C'est ainsi que deux jours avant la clôture des souscriptions, l'Etat Camerounais se dit confiant quant à l'issue de cette levée de fonds destinée aux financements des travaux de finitions des projets structurants de première génération, entre autres.

Les échanges de Yaoundé ont également permis à Louis Paul Motaze de rassurer les souscripteurs de ce que le remboursement de leurs apports n'est pas tributaire de la réalisation des projets sélectionnés pour l'emprunt, grâce au compte séquestre ouvert à la banque centrale.

Cameroon Tribune du 25 Mai 2022, p.13.

ENERGIE

Energies renouvelables : les propositions de l'Italie et de la Grande Bretagne

L'Italie est l'un des pays au monde qui dispose d'un potentiel énergie renouvelable important. D'après Filippo Scammacca Del Murgo, ambassadeur d'Italie au Cameroun, reçu par le Ministre de l'eau et de l'Energie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, mercredi 25 Mai dernier, le système de pompage d'eau par l'énergie solaire auquel ils font recours produit des résultats remarquables permettant de redistribuer l'énergie stockée dans les digues, en cas de manque d'énergie. Fort de cette expérience, l'Italie se propose de partager son savoir-faire avec le Cameroun en proie à des difficultés en la matière.

Même exercice avec le haut-commissaire de Grande-Bretagne au Cameroun, Christophe Denny - McClure que Gaston Eloundou a été par la suite reçu. Toujours au cours d'un huis clos, les deux hôtes sont revenus sur les questions énergétiques. D'après le diplomate qui s'est confié à la presse, « c'était une grande opportunité que de pouvoir discuter avec le ministre sur les potentielles opportunités d'investissement et une éventuelle collaboration entre mon pays et le Cameroun, au regard de l'existence des énergies renouvelables et de l'engagement du gouvernement de dynamiser le secteur énergétique ».

Cameroon Tribune du 27 Mai 2022, page 9.

ECONOMIE

Recouvrement des créances de l'Etat : Du renfort en vue

Mercredi 25 Mai 2022 restera une date importante dans la vie de la Société de Recouvrement de créances du Cameroun (SRC). C'est en effet en ce jour que l'entreprise a officiellement présenté ses nouvelles missions au grand public. C'était au cours d'une cérémonie placée sous le double patronage du ministre d'Etat, ministre de la Justice, garde des Sceaux, et du ministre des Finances, présidée à Yaoundé par Louis Paul MOTAZE, en présence de plusieurs autres membres du gouvernement.

Les deux décrets présidentiels de janvier 2020 portent respectivement réorganisation et approbation des statuts de la société à capitaux publics, et donnent désormais à la SRC les pouvoirs de recouvrement des créances ; liquidation des établissements financiers ; gestion du patrimoine ; appui conseil en matière bancaire et/ou financière au profit de l'Etat, et de ses démembrements et de toute autre institution qui pourrait la solliciter. Mais pour ce qui est du recouvrement des créances, le principal aspect à retenir est le fait que la SRC pourra dorénavant s'occuper des créances issues des condamnations pécuniaires au profit de l'Etat tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

La société dispose des prérogatives de puissance publique et de privilège du trésor pour remplir ces missions. Elle a également le pouvoir d'investigation, qui lui donne accès à toutes les bases de données et à tous les locaux et propriétés des débiteurs. Une brigade mobile créée en son sein et composée d'officiers de police judiciaire et d'administrateurs des régies financières (Impôts, Trésor, Douane etc.) aura pour principale mission l'identification, la localisation, la recherche des débiteurs et leur patrimoine. Dans ce contexte de transformation structurelle de son économie, il n'est pas exagéré de dire que l'Etat du Cameroun vient de se doter d'un outil supplémentaire de collecte des recettes, mais aussi de prévention des catastrophes financières.

Cameroon Tribune du 27 Mai 2022, p.7.

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

ECONOMIE

Douala Economic Forum : Investissement Privé

Le Forum économique de Douala s'est ouvert sur une note selon laquelle les performances de croissance du Cameroun se sont renforcées ces dernières années mais ont largement dépendu de l'investissement public, qui a commencé à peser sur les comptes budgétaires et à augmenter les niveaux d'endettement. Avec cela, les investisseurs et les experts économiques et financiers ont rassemblé leurs points de vue pour encourager un environnement propice au secteur privé pour réaliser davantage d'investissements à Douala en particulier et au Cameroun en général.

Le forum sur le thème « Le secteur privé et les enjeux du développement, le cas de Douala » a réuni des représentants de l'Agence de Promotion des Investissements (API), du groupement interpatronal (GICAM) et de la Mairie de Douala (CUD) le 24 Mai, 2022.

Suite à la discussion, la croissance économique n'a pas conduit à une réduction équitable de la pauvreté, en grande partie faute des inégalités spatiales et sociales, d'un environnement commercial défavorable, y compris des retards d'infrastructure, une gouvernance faible et un retard du secteur privé. Malgré le potentiel de construction et de développement des domaines du transport, de l'énergie, des ressources naturelles, qui pourrait assurer la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Cameroon Tribune du 27 Mai 2022, p.16.

BANQUE

Cour de Justice de la Cemac : La Banque Atlantique réhabilitée

Le 12 Mai dernier, la Cour de justice des Etats de l'Afrique centrale (Cemac) siégeant à Ndjamena a rendu son verdict dans l'affaire opposant la Banque Atlantique du Cameroun à la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac).

Cette décision annule les décisions de la Cobac portant : blâme de la banque, démission d'office du président du conseil d'administration et de l'ensemble des membres du conseil de la Banque, blâme à l'encontre du Directeur général de la Banque et son adjoint.

Statuant donc en matière de droit communautaire, en premier ressort et en dernier ressort, la Cour de Justice indique que, sur le fond la Cobac « a violé le principe du contradictoire, et par conséquent du respect des droits de la défense, dit et juge que la violation de la réglementation relative au blanchiment des capitaux et financement du terrorisme, reprochée à la Banque et des dirigeants n'est pas établie. En conséquence, annule toutes leurs dispositions pour vice de forme et de procédure les décisions de la Cobac ». Cette dernière annule aussi pour vice de forme et de procédure et de défaut de base légale la décision de la Cobac portant démission d'office du conseil d'administration et de l'ensemble des membres de ce conseil. Toutefois, la Cour déboute la banque atlantique du Cameroun du surplus de leurs demandes.

Cameroon Tribune du 23 Mai 2022, p.27.

BANQUE

Bancarisation : BGFIBANK Cameroun connecte Logpom

BGFIBank Cameroun vient de poser une nouvelle pierre sur son chemin vers l'excellence dans la fourniture des services et prestations. Une pierre comme à son habitude, à savoir « Citrine », du nom de l'agence ouverte ce 24 Mai 2022 à Logpom, dans l'Arrondissement de Douala V.

Une nouvelle pierre qui consolide également l'édifice de confiance bâti entre BGFIBank Cameroun et les usagers dont elle se rapproche d'avantage via cette autre vitrine. Il s'agit aussi et surtout de faire progresser le niveau de bancarisation à travers le pays, préoccupation que la banque partage avec les pouvoirs publics Camerounais.

Cameroon Tribune du 27 Mai 2022, p.17

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

INTELLECTUAL PROPERTY

Geographical indications: OAPI continues promotion

The second edition of the African training on geographical indications ended on May 19th with the presentation of certificates to the twenty or so trainees. The ceremony was chaired by Denis BOHOUSSOU, Director General of the African Intellectual Property Organization (OAPI) with an official partner from the French Development Agency (FDA) at his side.

The attendees came from a dozen countries; all were members of the organization. They were given tools on issues relating to the promotion of geographical indications, familiarization with the concept of geographical indication, the identification of products eligible for the geographical indications approach, governance and the mobilization of actors in groups carrying geographical indications, etc. "FDA has set up a long-standing cooperation with OAPI.

It is a strong partnership which aims to support the promotion of local products for producers, with geographical indications as a tool for territorial development in the countries and member states of OAPI. For the Director General of OAPI, this training is important in the sense that it will create added value for agricultural products. These qualified people will therefore be able to supervise the farmers in the field.

Cameroon Tribune 23rd May 2022, p.27.

FINANCE

Bond Loan: Cameroon Optimistic

Last Monday, May 23rd at the end of the day, the Minister of Finance, Louis Paul Motaze, completed the tour organized in the CEMAC countries since May 16th closing with Yaoundé. It was about presenting to potential investors; institutional and private, the roadblocks, challenges and advantages of the bond loan 2022 - 2029 by a public call for savings (ECMR6, 25% Net 2022 - 2029) that Cameroon launched on the financial market of the sub-region.

The amount targeted for the envelope; 200 billion CFA Francs, repayable in seven years with a two-year grace period, for an interest rate of 6.25%.

The interactions in Yaounde helped Louis Paul Motaze to reassure subscribers that their contributions are not privy to the realisation of the selected projects for the loan, given an escrow account was created at the central bank.

Cameroon Tribune 25th May 2022, p.13.

ENERGY

Renewable energy: proposals from Italy and Great Britain

Italy is one of the countries in the world with significant renewable energy potential. According to Filippo Scammacca Del Murgo, ambassador of Italy in Cameroon, received by the Minister of Water and Energy (MINWE); Gaston Eloundou Essomba, last Wednesday, May 25th the water pumping system generated the solar energy they use produces remarkable results, enabling the energy stored in the dikes to be redistributed in the event of a lack of energy. On the strength of this experience, Italy proposes to share its know-how with Cameroon, which is experiencing difficulties in this area.

The same approach was carried out, by the High Commissioner of Great Britain in Cameroon, Christophe Denny - McClure whom Gaston Eloundou subsequently received. Also during a closed session, the two hosts returned to energy issues. According to the diplomat who confided in the press, "it was a great opportunity to be able to discuss with the Minister on potential investment opportunities and possible collaboration between my country and Cameroon, in view of the existence of renewable energies and the commitment of the government to boost the energy sector".

Cameroon Tribune 27 May 2022, p.9.

ECONOMY

Recovery of State debts: Reinforcement in sight

Wednesday, May 25th, 2022 will remain an important date in the life of the Cameroon Debt Collection Company (CDCC). It is indeed on this day that the company officially presented its new missions to the general public. It was during a ceremony under the dual patronage of the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, and the Minister of Finance, chaired in Yaoundé by Louis Paul MOTAZE, in the presence of several other members of the government.

The two presidential decrees of January 2020 respectively reorganize and approve the statutes of the state-owned company, and now give the CDCC debt collection powers; liquidation of financial institutions; wealth management; advisory support in banking and/or financial matters for the benefit of the State, its branches and any other institution that may request it. But with regard to the recovery of debts, the main aspect to remember is the fact that the CDCC will now be able to deal with debts arising from pecuniary judgments for the benefit of the State both on national territory and abroad.

The company has the prerogatives of public power and treasury privileges to fulfill these missions. It also has the power of investigation, which gives it access to all databases and to all premises and properties of debtors. A mobile brigade created within it and composed of judicial police officers and administrators of financial authorities (Taxes, Treasury, Customs, etc.) will have as its main mission the identification, location, search for debtors and their assets. In this context of structural transformation of its economy, it is no exaggeration to say that the State of Cameroon has just equipped itself with an additional tool for collecting revenue, but also for preventing financial disasters.

Cameroon Tribune 27th May 2022, p.7.

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

ECONOMY

Douala Economic Forum: Ways to woo more Private Investment

Douala Economic Forum opened on a note that Cameroon's growth performance has strengthened in recent years but has depended largely on public investment, which has started to strain fiscal accounts, and to increase debt levels. With this, investors and economic and financial experts began to put their views together to encourage an enabling environment for the private sector to carry out more investment in Douala in particular and Cameroon at large.

The forum themed "The private sector and the challenges of development, the case of Douala" was paneled by representatives from Investment Promotion Agency (IPA), Cameroon business guild (GICAM) and Douala City Council (DCC) on May 24th, 2022.

Following the discussion, economic growth has not led to equitable poverty reduction, largely due to spatial and social inequities, an unfavourable business environment including infrastructure lags, weak governance and private sector lag. Despite the potential build and develop areas of transportation, energy, natural resources, that could ensure economic growth and poverty reduction.

Cameroon Tribune 27th May, 2022 p.16.

BANKING

CEMAC Court of Justice: The Atlantic Bank rehabilitated

On May 12, the Central African States Court of Justice (CEMAC) sitting in Ndjamena delivered its verdict in the case between the Atlantic Bank of Cameroon and the Central African Banking Commission (COBAC).

This decision cancels the decisions of COBAC concerning: reprimand of the bank, resignation from office of the chairman of the board of directors and of all the members of the board of the Bank, reprimand against the General Manager of the Bank and his deputy.

Ruling therefore in matters of Community law, in the first instance and in the last instance, the Court of Justice indicates that, on the merits, COBAC "has violated the principle of adversarial proceedings, and consequently of respect for the rights of the defence, says and judges that the violation of the regulations relating to money laundering and financing of terrorism, alleged against the Bank and the managers, has not been established. Consequently, cancels all decisions and provisions made by COBAC for defect of form and procedure". The latter also annuls for defect of form and procedure and lack of legal basis the decision of COBAC on the automatic resignation of the board of directors and all the members of this board. However, the Court dismisses the Atlantic Bank of Cameroon for the surplus of their claims.

Cameroon Tribune 23rd May 2022, p.27.

BANKING

BGFI BANK Cameroon connects Logpom

BGFI Bank Cameroon has just laid a new stone on its path to excellence in service and benefits. A stone as usual, namely "Citrine", named after the agency opened on May 24, 2022 in Logpom-Douala V.

A new stone which also consolidates the building of trust built between BGFI Bank Cameroon and the users to whom it is closer through this other showcase. It is also and above all a question of increasing the level of banking across the country, a concern that the bank shares with the Cameroonian public authorities.

Cameroon Tribune 27th May 2022, p.17.